

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1981)
Heft: 576

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 12.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 576 22 janvier 1981
Dix-huitième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 48 francs.

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Rudolf Berner
Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
Jean-Daniel Delley
Yvette Jaggi
Victor Ruffy
Jean-Jacques Schilt

576

Après la Suisse, le déluge

Partout, tous les jours et de plus en plus nombreuses à travers la Suisse, des manifestations de repli nationaliste — après la Suisse, le déluge! — des appels mal déguisés à l'égoïsme national présenté comme la clef de la survie dans un marasme international, financier et monétaire. Slogans souvent brodés sur le thème «tous sur le même bateau pour doubler ce mauvais cap!».

Et parallèlement, la dépendance de notre pays s'accroît d'année en année. Inexorablement. Jusqu'à prendre des proportions qui frôlent les records absolus si l'on considère la situation des pays dont la prospérité est comparable à la nôtre. Voyez l'économie helvétique toujours davantage tournée vers l'extérieur: la part des transactions économiques de la Suisse avec l'extérieur, c'est-à-dire la moyenne des exportations et des importations de biens et de services, s'élevait en 1978 (comme en 1979) à environ 34% du produit national brut; cette proportion n'était que de 30% en 1968 et de 27% dix ans plus tôt, en 1958. Dans deux pays seulement cette part, en 1978, était supérieure à celle enregistrée chez nous, aux Pays-Bas (47%) et en Belgique (51%). Partout ailleurs, elle était inférieure, que ce soit aux Etats-Unis et au Japon (10% chacun), en France ou en Allemagne (20%), en Italie ou au Canada (25%), en Suède et en Grande-Bretagne (30%).

On compte sur eux, mais qu'ils ne comptent pas sur nous!

Jamais le bon moment!

Tous les spécialistes s'accordent sur ce point, du président de la Banque nationale aux milieux

patronaux: l'année 1980 aura été une bonne année pour l'économie (une «très bonne» année, même, pour M. Leutwyler).

Entrera-t-on dès lors en matière sur les revendications des salariés? Minute...

D'abord, 1981 s'annonce moins bon que l'année précédente, au moins dans les six premiers mois. Bien sûr, on s'accorde à pronostiquer, dans les milieux patronaux toujours (voir par exemple la Société pour le développement de l'économie suisse, Sdes), que les carnets de commande «bien garnis» permettront peut-être de doubler sans trop de mal le cap du mois de juin pour se retrouver dans un climat économique général plus favorable dès juillet sans avoir eu à pâtir d'un certain marasme international.

Mais tout de même, l'incertitude des temps...

Et puis finalement, bonne année ou pas, incertitude ou non, les priorités, ce ne sont pas les salariés qui les dictent! Lisez la Sdes qui concède que 1980 a été fructueux et détaille ensuite la situation conjoncturelle: «(...) Il s'agit de créer les conditions propres à encourager les entreprises à investir ou du moins à ne pas les en dissuader. Les investissements doivent permettre aux entreprises d'améliorer leurs marges bénéficiaires, faute de quoi les chefs d'entreprises y renonceront. Dans le climat conjoncturel d'aujourd'hui, chercher à «récupérer» cette amélioration des rendements au nom de la redistribution, c'est-à-dire en augmentant les charges salariales, les charges sociales et fiscales serait une opération tout à fait stérile.»

«Une opération stérile» après une «bonne» année: on n'ose pas penser à ce que serait une telle «opération» après une année médiocre... Bref, ce n'est jamais le bon moment! Le caractère immuable de cette argumentation pseudo-économique, tout pareil à celui qui préside depuis des décennies aux négociations sur la durée du travail, expliquerait à lui seul le durcissement des conflits et des revendications côté travailleurs.